



Juillet 2012

ETUDE FNSEA Menaces sur le coût du travail :

Face aux menaces de remise en cause de certaines exonérations de cotisations sociales, existantes ou prévues par les textes, mais non mises en œuvre pour le moment, cette étude vise à rappeler les enjeux en terme de coût du travail de chacune de ces mesures.

Il s'agit également, au-delà du constat national, d'indiquer, département par département, le montant que représentent ces exonérations, montant à rapprocher du revenu départemental.

1. Quelques chiffres nationaux

➤ *La hausse du SMIC de 2 %*

Son impact immédiat et automatique peut être évalué à 20 millions d'euros. Toutefois, il convient de tenir compte de l'impact généré sur le niveau supérieur du salaire. Si la hausse de 2 % s'appliquait à l'ensemble des rémunérations, son coût serait alors de 131 millions d'euros. Une hypothèse intermédiaire (hausse des rémunérations de 2% entre 1 et 1,2 Smic, de 1% entre 1,2 et 1,5 Smic, puis de 0,5% pour les rémunérations supérieures à 1,5 Smic) permet d'estimer le coût à près de 84 millions d'euros.

➤ *La suppression de l'exonération des cotisations d'allocations familiales*

Votée par le précédent Gouvernement et devant entrer en vigueur au mois d'octobre, cette mesure sera supprimée. Elle représentera, pour le secteur agricole, une charge de 116 millions d'euros.

➤ ***La non application de l'allègement de charges sur le travail permanent***

Votée en 2012, mais soumise à l'aval de la Commission européenne, que nous attendons toujours, cette mesure ne semble pas faire l'objet d'un fort lobbying du Gouvernement auprès de Bruxelles...

Sa remise en cause engendrerait une hausse de charges égale à 135 millions d'euros pour le secteur de la production agricole et à plus de 210 millions pour l'ensemble des filières...

➤ ***L'augmentation des cotisations d'assurance vieillesse suite au passage de la retraite à 60 ans***

L'ouverture d'une possibilité de départ à la retraite à 60 ans, selon certaines conditions, génère une hausse de la cotisation patronale d'assurance vieillesse de 0,25 point.

Cette mesure va générer une hausse de 12 millions d'euros de charges.

➤ ***L'éventuelle modification des exonérations « Fillon » sur les bas salaires***

Pour financer les contrats de génération, le Gouvernement évoque la modification du dispositif d'exonération « Fillon ». Parmi les hypothèses, figure celle d'une baisse de la limite haute du salaire, autorisant l'application du dispositif. Aujourd'hui, ouvert pour les salaires compris entre 1 et 1,6 SMIC, le dispositif pourrait être ramené à une fourchette comprise entre 1 et 1,5 SMIC.

Cette mesure coûterait à la Ferme France 45 millions d'euros.

Et au-delà, enfin, rappelons que la mesure d'exonération des charges pour les travailleurs occasionnels représente un budget de 500 millions d'euros ; que sa suppression entraînerait une perte de 297 millions d'euros (puisque une part serait rattrapée par les exonérations « Fillon ») ; que le montant cumulé des exonérations « Fillon » et « travailleurs occasionnels » représente près d'un milliard d'euros par an...

2. Simulations départementales

Vous trouverez dans la partie suivante les hypothèses de travail ainsi que les simulations régionales et départementales.

Cette estimation vise à estimer, à l'échelle de chaque département, le coût supplémentaire pour les employeurs de la production agricole en 2012 des mesures suivantes :

- **suppression du dispositif dit de « TVA sociale » ;**

- **suppression de l'allègement « 1€ » sur le travail permanent ;**
- **augmentation du SMIC de l'ordre de 2 %** impactant l'ensemble des rémunérations selon l'hypothèse intermédiaire : hausse des rémunérations de 2 % entre 1 et 1,2 Smic, de 1 % entre 1,2 et 1,5 Smic et de 0,5 % au-delà ;
- **réduction du dispositif d'allègement de charges « Fillon » à un champ d'exonération pour les rémunérations entre 1 et 1,5 SMIC au lieu d'1,6 SMIC ;**
- **augmentation de la cotisation patronale Vieillesse de 0,25 point.**

Cette analyse est réalisée à partir des dernières données salariales produites par la CCMSA (2010) et vise à porter sur le coût du travail 2012 en production agricole.

L'analyse sera réalisée en trois temps :

I. Estimation de la situation actuelle avec les mesures existantes (p. 4)

Sans augmentation du SMIC, sans augmentation de la cotisation vieillesse, avec l'application de la TVA sociale, de l'allègement sur le travail permanent, sans modification du dispositif Fillon.

II. Estimation de la situation après application des mesures suivantes (p. 9)

Avec augmentation du SMIC, avec augmentation de la cotisation vieillesse, avec la suppression de la TVA sociale, de l'allègement sur le travail permanent, et la réduction du champ d'exonération du dispositif Fillon aux rémunérations inférieures à 1,5 Smic.

III. Synthèse : évolution du coût du travail (p. 14)

Bilan chiffré de l'augmentation du coût du travail (en volume et pourcentage), des charges patronales payées par les employeurs (en volume et pourcentage) ainsi que du coût moyen d'un salarié à temps plein, soit un équivalent temps plein (ETP).

I. Estimation de la situation actuelle avec les mesures existantes

Le tableau ci-dessous présente le coût du travail dans la production agricole en 2012 en prenant en compte l'ensemble des dispositifs d'exonérations existants et ceux qui, bien que votés, ne sont pas encore appliqués. La hausse du SMIC de 2% n'est pas intégrée.

Attention !

Les dispositifs d'allègement de charges portent parfois sur les mêmes types de cotisations sociales et de plus, peuvent être cumulables. Les champs d'exonération communs sont les suivants :

- *FILLON et TVA Sociale : cotisations « Famille » pour tous les contrats < 2,4 SMIC*
- *TO et TVA Sociale : cotisations Famille pour tous les CDD saisonniers*
- *TO et FILLON : cotisations légales de SS pour tous les CDD saisonniers. Non cumulable.*

Ainsi, la suppression d'un seul dispositif n'entraîne pas systématiquement la suppression du montant des cotisations exonérées par ce dispositif.

Exemple de la TVA sociale : elle représente aujourd'hui 206 millions d'euros de cotisations patronales exonérées (sans compter les cotisations FAMILLE des CDD saisonniers prises en charge par TO). La suppression de ce dispositif n'entraînerait pas une perte de cotisations exonérées de 206 millions d'euros mais de près de 100 millions d'euros. En effet, près de 55% des cotisations Famille qui étaient exonérées le seraient, de nouveau, par le dispositif FILLON.

PRODUCTION AGRICOLE <i>Estimation 2012 en milliers d'euros</i>	Masse salariale totale (1)	Cotisations patronales							COUT DU TRAVAIL EFFECTIF (1) + (2)
		Total des cotisations théoriques = 43% de la masse salariale	Dont, payées effectivement par les employeurs (2)	Dont, exonérées					
				Total exonérées	Dont, dispositif FILLON	Dont, allègement "1€"	Dont, dispositif TO	Dont, TVA sociale	
FRANCE	5 467 726	2 351 122	1 129 465	1 221 658	383 344	132 252	500 128	205 933	6 597 191
ALSACE	130 392	56 069	26 278	29 790	9 795	3 478	11 571	4 947	156 670
AQUITAINE	760 599	327 058	170 274	156 783	46 140	16 052	65 474	29 117	930 874
AUVERGNE	69 407	29 845	14 417	15 428	7 335	2 427	2 520	3 146	83 824
BASSE-NORMANDIE	119 789	51 509	22 498	29 011	14 640	5 272	3 568	5 531	142 287
BOURGOGNE	250 311	107 634	56 530	51 104	18 459	6 189	16 172	10 284	306 841
BRETAGNE	390 515	167 922	81 615	86 307	30 693	11 190	28 850	15 573	472 130
CENTRE	316 149	135 944	65 446	70 498	23 514	9 165	25 539	12 281	381 596
CHAMPAGNE-ARDENNES	408 123	175 493	99 257	76 236	13 885	4 471	43 367	14 513	507 380
CORSE	27 263	11 723	4 819	6 904	3 010	1 065	1 685	1 143	32 083
FRANCHE-COMTE	31 842	13 692	6 520	7 172	3 252	905	1 628	1 386	38 362
HAUTE-NORMANDIE	92 408	39 736	18 882	20 854	10 225	3 744	2 623	4 262	111 290
ILE-DE-FRANCE	158 845	68 303	42 381	25 923	9 369	3 092	6 424	7 037	201 226
LANGUEDOC-ROUSSILLON	371 205	159 618	67 053	92 565	24 197	8 229	47 991	12 148	438 258
LIMOUSIN	48 210	20 731	8 320	12 410	4 685	1 680	4 194	1 851	56 531
LORRAINE	64 062	27 547	12 389	15 157	7 279	2 194	2 837	2 848	76 451
MIDI-PYRENEES	241 590	103 884	44 475	59 409	16 935	5 561	28 647	8 266	286 066
NORD-PAS-DE-CALAIS	152 591	65 614	28 390	37 224	16 083	5 032	9 731	6 378	180 981
PAYS-DE-LA-LOIRE	534 672	229 909	110 656	119 253	36 735	13 809	48 671	20 038	645 328
PICARDIE	201 427	86 614	42 689	43 924	15 945	5 291	14 564	8 125	244 117
POITOU-CHARENTES	261 350	112 380	47 428	64 952	22 547	8 094	24 532	9 779	308 778
PROVENCE-ALPES-COTE- D_AZUR	495 039	212 867	95 588	117 279	28 390	8 799	63 837	16 253	590 626
RHONE-ALPES	341 937	147 033	62 106	84 926	21 682	6 515	45 704	11 026	404 043

01-Ain	31 261	13 442	6 474	6 968	3 001	992	1 632	1 343	37 735
02-Aisne	86 845	37 343	18 778	18 566	5 264	1 784	8 299	3 219	105 622
03-Allier	25 285	10 872	5 248	5 625	2 968	1 128	311	1 218	30 532
04-Alpes de Haute Provence	26 309	11 313	3 807	7 506	892	337	5 729	548	30 116
05-Hautes-Alpes	13 968	6 006	2 002	4 004	406	116	3 205	276	15 970
06-Alpes-Maritimes	25 433	10 936	6 823	4 114	1 921	581	394	1 218	32 256
07-Ardèche	28 470	12 242	4 539	7 703	1 661	509	4 738	795	33 009
08-Ardenne	15 064	6 478	2 828	3 650	1 662	626	705	656	17 892
09-Ariège	5 802	2 495	990	1 505	516	107	676	205	6 792
10-Aube	93 819	40 342	20 613	19 729	3 482	1 189	11 980	3 079	114 432
11-Aude	64 547	27 755	11 798	15 957	4 606	1 593	7 535	2 223	76 345
12-Aveyron	16 254	6 989	2 738	4 252	2 040	717	781	713	18 992
13-Bouches-du-rhône	154 530	66 448	29 004	37 444	9 918	2 893	19 479	5 154	183 534
14-Calvados	43 335	18 634	8 840	9 794	4 890	1 809	1 075	2 019	52 175
15-Cantal	8 922	3 836	1 582	2 254	1 280	418	120	435	10 504
16-Charente	69 596	29 926	13 921	16 005	5 562	1 976	5 767	2 700	83 516
17-Charente-Maritime	98 164	42 211	16 630	25 581	8 917	3 149	9 916	3 599	114 794
18-Cher	54 900	23 607	12 364	11 243	3 684	1 427	3 944	2 188	67 264
19-Corrèze	20 185	8 679	3 381	5 299	1 335	464	2 875	625	23 566
21-Côte-d'or	102 157	43 928	24 963	18 964	6 138	1 768	6 903	4 155	127 121
22-Côtes-d'Armor	117 856	50 678	25 366	25 312	9 799	3 554	7 038	4 922	143 221
23-Creuse	9 088	3 908	1 551	2 357	1 183	446	315	413	10 639
24-Dordogne	75 457	32 447	12 813	19 634	5 416	2 040	9 714	2 465	88 270
25-Doubs	9 279	3 990	2 249	1 741	875	218	209	439	11 528
26-Drôme	112 415	48 339	19 988	28 351	5 364	1 488	18 323	3 177	132 403
27-Eure	38 558	16 580	8 156	8 424	3 843	1 399	1 456	1 727	46 714
28-Eure-et-Loir	45 328	19 491	11 042	8 449	2 685	960	2 952	1 852	56 370
29-Finistère	151 354	65 082	30 837	34 245	10 339	3 754	14 578	5 575	182 191
30-Gard	133 399	57 362	26 973	30 388	7 173	1 938	16 845	4 433	160 373
31-Haute-Garonne	49 071	21 101	13 774	7 327	2 857	855	1 349	2 267	62 845
32-Gers	47 108	20 256	8 902	11 354	3 276	1 209	5 213	1 657	56 011
33-Gironde	470 435	202 287	119 746	82 541	27 264	9 221	26 147	19 908	590 181
34-Hérault	91 492	39 341	17 218	22 123	6 990	2 448	9 362	3 323	108 710
35-Ille-et-Vilaine	65 883	28 330	12 836	15 494	5 822	2 236	4 798	2 638	78 719

36-Indre	21 805	9 376	4 147	5 229	2 475	974	807	974	25 952
37-Indre-et-Loire	73 675	31 680	14 322	17 358	5 963	2 293	6 279	2 825	87 997
38-Isère	37 321	16 048	6 994	9 054	2 211	645	4 999	1 200	44 315
39-Jura	11 164	4 801	2 098	2 703	1 058	287	919	440	13 262
40-Landes	59 263	25 483	12 253	13 230	3 869	1 539	5 630	2 192	71 516
41-Loir-et-Cher	62 391	26 828	11 819	15 009	4 782	1 837	6 091	2 300	74 210
42-Loire	23 460	10 088	4 064	6 024	2 205	698	2 241	880	27 524
43-Haute-Loire	8 570	3 685	1 561	2 124	957	265	540	362	10 131
44-Loire-Atlantique	130 152	55 965	24 549	31 417	7 784	3 513	15 815	4 304	154 701
45-Loiret	58 050	24 962	11 722	13 240	3 956	1 675	5 466	2 143	69 772
46-Lot	19 803	8 515	3 603	4 912	1 677	585	1 918	733	23 406
47-Lot-et-Garonne	115 568	49 694	16 988	32 706	6 026	2 246	21 549	2 885	132 556
48-Lozère	3 187	1 371	573	798	417	119	115	146	3 760
49-Maine-et-Loire	253 335	108 934	56 775	52 159	15 690	5 294	21 447	9 729	310 110
50-Manche	53 897	23 176	9 642	13 534	6 902	2 326	1 832	2 473	63 538
51-Marne	287 231	123 509	73 410	50 099	7 524	2 148	30 185	10 243	360 641
52-Haute-Marne	12 010	5 164	2 196	2 969	1 428	508	497	535	14 206
53-Mayenne	27 959	12 023	5 839	6 183	2 450	1 049	1 507	1 178	33 798
54-Meurthe-et-Moselle	18 230	7 839	3 471	4 367	1 960	558	1 073	776	21 701
55-Meuse	15 088	6 488	2 981	3 507	1 512	515	837	642	18 069
56-Morbihan	55 422	23 832	12 600	11 231	4 709	1 647	2 437	2 438	68 023
57-Moselle	18 261	7 852	3 599	4 253	2 224	658	520	853	21 859
58-Nièvre	23 535	10 120	5 128	4 992	2 277	838	813	1 064	28 663
59-Nord	90 951	39 109	18 666	20 443	8 897	2 857	4 764	3 924	109 617
60-Oise	49 446	21 262	11 948	9 313	3 633	1 208	2 324	2 148	61 394
61-Orne	22 557	9 700	4 012	5 688	2 853	1 136	660	1 039	26 569
62-Pas-de-Calais	61 640	26 505	9 726	16 779	7 183	2 175	4 967	2 454	71 366
63-Puy-de-Dôme	26 630	11 451	6 025	5 426	2 130	615	1 549	1 132	32 656
64-Pyrénées-Atlantiques	39 875	17 146	8 882	8 265	3 157	1 006	2 433	1 668	48 757
65-Hautes-Pyrénées	8 408	3 615	1 539	2 076	841	262	634	339	9 947
66-Pyrénées-Orientales	78 580	33 789	10 508	23 281	4 993	2 131	14 132	2 025	89 088
67-Bas-Rhin	62 486	26 869	11 971	14 898	5 211	1 879	5 415	2 393	74 457
68-Haut-Rhin	67 906	29 200	14 303	14 896	4 588	1 599	6 156	2 554	82 209
69-Rhône	70 151	30 165	12 523	17 643	4 190	1 284	9 991	2 178	82 674

70-Haute-Saône	10 504	4 517	2 018	2 499	1 195	362	475	466	12 522
71-Saône-et-Loire	66 832	28 738	12 228	16 510	5 535	2 040	6 472	2 463	79 061
72-Sarthe	53 511	23 010	9 515	13 495	4 459	1 694	5 393	1 949	63 026
73-Savoie	20 315	8 735	4 003	4 732	1 296	342	2 386	707	24 318
74-Haute-Savoie	18 544	7 974	3 522	4 452	1 755	557	1 394	746	22 067
75-Paris	4 646	1 998	1 499	499	196	57	16	229	6 144
76-Seine-Maritime	53 850	23 156	10 721	12 435	6 388	2 345	1 167	2 535	64 571
77-Seine-et-Marne	53 591	23 044	12 795	10 249	3 276	1 244	3 552	2 178	66 387
78-Yvelines	33 253	14 299	9 153	5 146	2 021	609	983	1 533	42 406
79-Deux-Sèvres	58 348	25 090	10 876	14 213	4 833	1 868	5 327	2 185	69 224
80-Somme	65 137	28 009	11 811	16 198	7 201	2 299	3 941	2 758	76 948
81-Tarn	27 753	11 934	5 155	6 779	2 446	852	2 416	1 065	32 909
82-Tarn-et-Garonne	67 390	28 978	7 957	21 020	3 099	975	15 660	1 287	75 347
83-Var	104 786	45 058	24 721	20 337	7 146	2 134	6 707	4 350	129 507
84-Vaucluse	170 012	73 105	29 212	43 893	8 126	2 738	28 322	4 706	199 224
85-Vendée	69 715	29 977	14 002	15 975	6 330	2 259	4 509	2 878	83 716
86-Vienne	35 242	15 154	6 006	9 149	3 231	1 101	3 522	1 295	41 248
87-Haute-Vienne	18 938	8 143	3 379	4 764	2 176	770	1 004	814	22 317
88-Vosges	12 483	5 368	2 333	3 035	1 589	463	407	576	14 817
89-Yonne	57 787	24 848	14 237	10 611	4 483	1 542	1 984	2 603	72 024
90-Territoire de Belfort	894	384	152	233	127	38	25	42	1 046
91-Essonne	28 193	12 123	8 292	3 831	1 366	389	782	1 295	36 485
92-Hauts-de-Seine	6 179	2 657	2 168	489	140	36	9	304	8 347
93-Seine-Saint-Denis	3 891	1 673	1 080	594	292	78	33	191	4 971
94-Val-de-marne	8 296	3 567	2 184	1 384	669	232	79	404	10 480
95-Val-d'Oise	20 796	8 942	5 219	3 723	1 401	447	970	905	26 015
2A-Corse-du-sud	8 355	3 592	1 779	1 813	825	272	341	375	10 134
2B-Haute-Corse	18 909	8 131	3 051	5 080	2 175	793	1 344	767	21 959

II. Estimation de la situation après application des mesures suivantes

- **Suppression du dispositif dit de « TVA sociale »**
- **Suppression de l'allègement « 1€ » sur le travail permanent**
- **Augmentation du SMIC de l'ordre de 2%.** Le « coup de pouce » au SMIC impacte en premier lieu les rémunérations concernées directement par l'augmentation (< 1,03 SMIC) mais également les rémunérations brutes des autres salariés à travers les négociations conséquentes à cette hausse du SMIC. On supposera que les 2% d'augmentation se réaliseront par ricochet pour tous les salariés initialement entre 1 et 1,2 SMIC ; que l'augmentation sera de 1% pour les salariés initialement entre 1,2 et 1,5 SMIC ; que l'augmentation sera de 0,5% pour les salariés initialement à plus de 1,5 SMIC.
- **Augmentation de la cotisation patronale Vieillesse de 0,25 points.** Nous considérerons cette augmentation réalisée dès 2012 afin d'éprouver pleinement le coût total. Ces 0,25 points supplémentaires sont intégrés dans le dispositif d'exonération FILLON.
- **Réduction du dispositif d'allègement de charges FILLON à un champ d'exonération pour les rémunérations entre 1 et 1,5 SMIC au lieu d'1,6 SMIC.** La forme générale de la formule FILLON reste la même ; les deux paramètres modifiés sont la borne (1,5 au lieu de 1,6 SMIC) et l'intégration des 0,3 points supplémentaires de la cotisation patronale Vieillesse.

Le tableau ci-dessous présente le coût du travail dans la production agricole en 2012 après l'application de l'ensemble des mesures citées ci-dessus.

PRODUCTION AGRICOLE <i>Estimation 2012 en milliers d'euros</i>	Masse salariale totale (1)	Cotisations patronales							COUT DU TRAVAIL EFFECTIF (1) + (2)
		Total des cotisations théoriques = 43% de la masse salariale	Dont, payées effectivement par les employeurs (2)	Dont, exonérées					
				Total exonérées	Dont, dispositif FILLON	Dont, allègement "1€"	Dont, dispositif TO	Dont, TVA sociale	
FRANCE	5 541 092	2 399 293	1 449 241	950 052	441 413	0	508 639	0	6 990 333
ALSACE	132 195	57 240	34 027	23 214	11 439	0	11 775	0	166 222
AQUITAINE	770 158	333 478	213 983	119 495	52 905	0	66 590	0	984 141
AUVERGNE	70 405	30 485	19 225	11 260	8 698	0	2 562	0	89 630
BASSE-NORMANDIE	121 655	52 677	31 693	20 983	17 354	0	3 629	0	153 348
BOURGOGNE	253 483	109 758	72 387	37 371	20 930	0	16 441	0	325 870
BRETAGNE	395 812	171 386	107 112	64 274	34 932	0	29 342	0	502 924
CENTRE	320 360	138 716	85 838	52 878	26 912	0	25 967	0	406 198
CHAMPAGNE-ARDENNES	412 020	178 405	119 882	58 523	14 625	0	43 898	0	531 902
CORSE	27 697	11 993	6 669	5 324	3 608	0	1 716	0	34 366
FRANCHE-COMTE	32 303	13 987	8 477	5 510	3 853	0	1 657	0	40 780
HAUTE-NORMANDIE	93 755	40 596	25 945	14 651	11 983	0	2 667	0	119 700
ILE-DE-FRANCE	160 521	69 505	52 526	16 980	10 462	0	6 518	0	213 046
LANGUEDOC-ROUSSILLON	376 602	163 069	85 990	77 079	28 234	0	48 845	0	462 592
LIMOUSIN	48 965	21 202	11 329	9 873	5 603	0	4 271	0	60 293
LORRAINE	65 035	28 160	16 582	11 578	8 692	0	2 886	0	81 616
MIDI-PYRENEES	245 116	106 135	57 140	48 995	19 837	0	29 158	0	302 256
NORD-PAS-DE-CALAIS	154 988	67 110	37 996	29 114	19 202	0	9 911	0	192 983
PAYS-DE-LA-LOIRE	541 826	234 611	143 318	91 293	41 775	0	49 518	0	685 144
PICARDIE	204 077	88 365	55 360	33 005	18 212	0	14 794	0	259 437
POITOU-CHARENTES	265 321	114 884	63 597	51 286	26 307	0	24 980	0	328 918
PROVENCE-ALPES-COTE- D_AZUR	501 864	217 307	119 731	97 576	32 627	0	64 949	0	621 594
RHONE-ALPES	346 936	150 223	78 499	71 724	25 197	0	46 527	0	425 435

01-Ain	31 706	13 729	8 543	5 186	3 525	0	1 661	0	40 249
02-Aisne	87 880	38 052	23 853	14 199	5 781	0	8 418	0	111 733
03-Allier	25 651	11 107	7 276	3 831	3 514	0	316	0	32 927
04-Alpes de Haute Provence	26 673	11 550	4 712	6 838	1 017	0	5 820	0	31 385
05-Hautes-Alpes	14 154	6 129	2 412	3 717	462	0	3 254	0	16 566
06-Alpes-Maritimes	25 722	11 138	8 556	2 581	2 181	0	400	0	34 279
07-Ardèche	28 907	12 517	5 753	6 763	1 940	0	4 824	0	34 660
08-Ardenne	15 291	6 621	3 952	2 669	1 952	0	717	0	19 243
09-Ariège	5 892	2 551	1 257	1 294	606	0	688	0	7 149
10-Aube	94 804	41 050	25 194	15 856	3 719	0	12 137	0	119 997
11-Aude	65 497	28 360	15 305	13 055	5 384	0	7 672	0	80 802
12-Aveyron	16 520	7 153	3 910	3 243	2 449	0	795	0	20 429
13-Bouches-du-rhône	156 748	67 872	36 533	31 339	11 515	0	19 824	0	193 280
14-Calvados	43 971	19 040	12 212	6 828	5 734	0	1 094	0	56 184
15-Cantal	9 068	3 926	2 271	1 655	1 533	0	122	0	11 339
16-Charente	70 585	30 563	18 282	12 282	6 410	0	5 871	0	88 867
17-Charente-Maritime	99 731	43 184	22 592	20 592	10 495	0	10 097	0	122 323
18-Cher	55 584	24 068	15 931	8 137	4 128	0	4 009	0	71 514
19-Corrèze	20 495	8 875	4 368	4 506	1 578	0	2 928	0	24 864
21-Côte-d'or	103 339	44 746	30 893	13 852	6 837	0	7 016	0	134 232
22-Côtes-d'Armor	119 421	51 709	33 332	18 377	11 223	0	7 154	0	152 753
23-Creuse	9 233	3 998	2 248	1 749	1 429	0	320	0	11 481
24-Dordogne	76 603	33 169	16 968	16 202	6 311	0	9 891	0	93 570
25-Doubs	9 398	4 069	2 817	1 252	1 040	0	213	0	12 215
26-Drôme	114 052	49 385	24 577	24 807	6 149	0	18 658	0	138 630
27-Eure	39 095	16 928	11 008	5 920	4 440	0	1 480	0	50 103
28-Eure-et-Loir	45 821	19 840	13 938	5 902	2 909	0	2 993	0	59 759
29-Finistère	153 422	66 432	40 006	26 426	11 591	0	14 835	0	193 428
30-Gard	135 211	58 546	33 171	25 375	8 231	0	17 144	0	168 382
31-Haute-Garonne	49 573	21 465	16 815	4 651	3 283	0	1 368	0	66 388
32-Gers	47 770	20 685	11 599	9 086	3 783	0	5 303	0	59 369
33-Gironde	475 717	205 986	148 515	57 470	30 905	0	26 565	0	624 232
34-Hérault	92 820	40 191	22 515	17 676	8 148	0	9 528	0	115 336
35-Ille-et-Vilaine	66 823	28 934	17 303	11 631	6 752	0	4 879	0	84 126

36-Indre	22 131	9 583	5 831	3 752	2 930	0	821	0	27 962
37-Indre-et-Loire	74 738	32 362	19 086	13 276	6 884	0	6 392	0	93 824
38-Isère	37 851	16 389	8 732	7 657	2 568	0	5 089	0	46 583
39-Jura	11 333	4 907	2 734	2 173	1 237	0	935	0	14 068
40-Landes	60 036	25 995	15 881	10 114	4 391	0	5 723	0	75 917
41-Loir-et-Cher	63 281	27 401	15 634	11 767	5 571	0	6 196	0	78 915
42-Loire	23 831	10 319	5 424	4 894	2 612	0	2 282	0	29 256
43-Haute-Loire	8 707	3 770	2 072	1 698	1 149	0	550	0	10 779
44-Loire-Atlantique	131 942	57 131	32 337	24 794	8 699	0	16 095	0	164 279
45-Loiret	58 806	25 463	15 381	10 082	4 528	0	5 554	0	74 188
46-Lot	20 103	8 704	4 799	3 906	1 953	0	1 952	0	24 901
47-Lot-et-Garonne	117 397	50 833	21 800	29 033	7 080	0	21 952	0	139 197
48-Lozère	3 238	1 402	784	618	501	0	117	0	4 022
49-Maine-et-Loire	256 535	111 079	71 564	39 515	17 692	0	21 823	0	328 099
50-Manche	54 771	23 716	13 598	10 118	8 253	0	1 865	0	68 369
51-Marne	289 729	125 453	87 383	38 070	7 539	0	30 531	0	377 112
52-Haute-Marne	12 196	5 281	3 076	2 205	1 699	0	506	0	15 272
53-Mayenne	28 336	12 269	7 935	4 334	2 803	0	1 532	0	36 271
54-Meurthe-et-Moselle	18 506	8 013	4 588	3 425	2 333	0	1 092	0	23 094
55-Meuse	15 307	6 628	3 986	2 642	1 790	0	852	0	19 294
56-Morbihan	56 146	24 311	16 498	7 813	5 336	0	2 477	0	72 644
57-Moselle	18 540	8 028	4 841	3 187	2 658	0	529	0	23 382
58-Nièvre	23 853	10 328	6 872	3 456	2 630	0	826	0	30 725
59-Nord	92 282	39 958	24 580	15 378	10 528	0	4 850	0	116 862
60-Oise	50 035	21 665	15 219	6 446	4 086	0	2 360	0	65 254
61-Orne	22 913	9 921	5 877	4 045	3 374	0	671	0	28 789
62-Pas-de-Calais	62 705	27 151	13 419	13 733	8 671	0	5 061	0	76 124
63-Puy-de-Dôme	26 979	11 682	7 605	4 077	2 502	0	1 575	0	34 584
64-Pyrénées-Atlantiques	40 405	17 495	11 350	6 145	3 670	0	2 475	0	51 755
65-Hautes-Pyrénées	8 534	3 695	2 058	1 637	992	0	645	0	10 592
66-Pyrénées-Orientales	79 836	34 569	14 238	20 331	5 947	0	14 384	0	94 074
67-Bas-Rhin	63 387	27 447	15 807	11 639	6 128	0	5 511	0	79 195
68-Haut-Rhin	68 808	29 794	18 214	11 580	5 316	0	6 264	0	87 021
69-Rhône	71 179	30 821	15 791	15 030	4 858	0	10 172	0	86 970

70-Haute-Saône	10 663	4 617	2 706	1 911	1 428	0	483	0	13 369
71-Saône-et-Loire	67 810	29 362	16 333	13 029	6 444	0	6 585	0	84 143
72-Sarthe	54 309	23 516	12 844	10 672	5 187	0	5 485	0	67 152
73-Savoie	20 592	8 916	5 001	3 915	1 489	0	2 426	0	25 593
74-Haute-Savoie	18 817	8 148	4 672	3 476	2 058	0	1 417	0	23 490
75-Paris	4 684	2 028	1 797	232	216	0	16	0	6 481
76-Seine-Maritime	54 660	23 668	14 930	8 738	7 551	0	1 187	0	69 589
77-Seine-et-Marne	54 193	23 466	16 223	7 242	3 639	0	3 603	0	70 416
78-Yvelines	33 602	14 550	11 281	3 269	2 272	0	997	0	44 882
79-Deux-Sèvres	59 204	25 635	14 604	11 031	5 606	0	5 425	0	73 809
80-Somme	66 162	28 648	16 083	12 566	8 556	0	4 010	0	82 245
81-Tarn	28 172	12 198	6 875	5 324	2 865	0	2 459	0	35 047
82-Tarn-et-Garonne	68 552	29 683	10 063	19 620	3 661	0	15 958	0	78 615
83-Var	106 090	45 937	30 933	15 004	8 184	0	6 820	0	137 023
84-Vaucluse	172 477	74 682	36 546	38 137	9 304	0	28 833	0	209 022
85-Vendée	70 705	30 615	18 667	11 948	7 363	0	4 585	0	89 372
86-Vienne	35 800	15 501	8 125	7 377	3 790	0	3 587	0	43 924
87-Haute-Vienne	19 237	8 329	4 697	3 632	2 610	0	1 023	0	23 934
88-Vosges	12 681	5 491	3 160	2 331	1 918	0	414	0	15 841
89-Yonne	58 481	25 322	18 320	7 003	4 987	0	2 016	0	76 801
90-Territoire de Belfort	909	394	214	179	154	0	26	0	1 124
91-Essonne	28 459	12 323	10 008	2 315	1 521	0	794	0	38 468
92-Hauts-de-Seine	6 221	2 694	2 533	160	151	0	10	0	8 755
93-Seine-Saint-Denis	3 933	1 703	1 345	358	324	0	33	0	5 278
94-Val-de-marne	8 393	3 634	2 787	847	767	0	80	0	11 180
95-Val-d'Oise	21 035	9 108	6 557	2 551	1 566	0	985	0	27 592
2A-Corse-du-sud	8 475	3 670	2 356	1 314	967	0	347	0	10 831
2B-Haute-Corse	19 222	8 323	4 327	3 996	2 626	0	1 370	0	23 549

III. Synthèse : évolution du coût du travail

Ce tableau présente les écarts de coût du travail mesurés entre les parties I. et II. Il permet de constater le niveau d'augmentation de la charge pour les employeurs dans chaque département en cas de mise à mal des dispositifs de réduction de coût du travail.

PRODUCTION AGRICOLE 2012 - estimation en milliers d'euros	Coût total du travail = <i>masse salariale + cotisations patronales payées par les employeurs</i>		Cotisations patronales payées par les employeurs		Coût annuel supplémentaire moyen d'un salarié à temps plein (1 ETP)
	Coût supplémentaire	Taux moyen d'augmentation	Coût supplémentaire	Taux moyen d'augmentation	
FRANCE	393 142	6,0%	319 776	28,3%	1 433 €
ALSACE	9 552	6,1%	7 749	29,5%	1 436 €
AQUITAINE	53 267	5,7%	43 709	25,7%	1 461 €
AUVERGNE	5 806	6,9%	4 808	33,3%	1 617 €
BASSE-NORMANDIE	11 062	7,8%	9 195	40,9%	1 707 €
BOURGOGNE	19 029	6,2%	15 857	28,1%	1 561 €
BRETAGNE	30 794	6,5%	25 498	31,2%	1 540 €
CENTRE	24 603	6,4%	20 392	31,2%	1 542 €
CHAMPAGNE-ARDENNES	24 522	4,8%	20 625	20,8%	1 341 €
CORSE	2 283	7,1%	1 849	38,4%	1 494 €
FRANCHE-COMTE	2 419	6,3%	1 957	30,0%	1 523 €
HAUTE-NORMANDIE	8 410	7,6%	7 063	37,4%	1 732 €
ILE-DE-FRANCE	11 821	5,9%	10 145	23,9%	1 671 €
LANGUEDOC-ROUSSILLON	24 334	5,6%	18 937	28,2%	1 251 €
LIMOUSIN	3 763	6,7%	3 008	36,2%	1 459 €
LORRAINE	5 165	6,8%	4 192	33,8%	1 565 €
MIDI-PYRENEES	16 191	5,7%	12 665	28,5%	1 306 €
NORD-PAS-DE-CALAIS	12 003	6,6%	9 606	33,8%	1 505 €
PAYS-DE-LA-LOIRE	39 816	6,2%	32 662	29,5%	1 486 €
PICARDIE	15 320	6,3%	12 671	29,7%	1 526 €
POITOU-CHARENTES	20 140	6,5%	16 169	34,1%	1 435 €
PACA	30 968	5,2%	24 143	25,3%	1 229 €
RHONE-ALPES	21 391	5,3%	16 393	26,4%	1 200 €
01-Ain	2 514	6,7%	2 069	32,0%	1 598 €
02-Aisne	6 111	5,8%	5 076	27,0%	1 447 €
03-Allier	2 395	7,8%	2 029	38,7%	1 678 €
04-Alpes de Haute Provence	1 270	4,2%	905	23,8%	934 €
05-Hautes-Alpes	596	3,7%	410	20,5%	831 €
06-Alpes-Maritimes	2 022	6,3%	1 734	25,4%	1 707 €
07-Ardèche	1 652	5,0%	1 215	26,8%	1 068 €
08-Ardenes	1 351	7,6%	1 124	39,8%	1 665 €
09-Ariège	357	5,3%	267	27,0%	1 150 €

10-Aube	5 566	4,9%	4 581	22,2%	1 259 €
11-Aude	4 457	5,8%	3 506	29,7%	1 305 €
12-Aveyron	1 438	7,6%	1 172	42,8%	1 620 €
13-Bouches-du-rhône	9 746	5,3%	7 529	26,0%	1 207 €
14-Calvados	4 009	7,7%	3 372	38,2%	1 751 €
15-Cantal	835	7,9%	689	43,5%	1 787 €
16-Charente	5 351	6,4%	4 361	31,3%	1 472 €
17-Charente-Maritime	7 529	6,6%	5 962	35,9%	1 388 €
18-Cher	4 250	6,3%	3 566	28,8%	1 574 €
19-Corrèze	1 298	5,5%	988	29,2%	1 211 €
21-Côte-d'Or	7 112	5,6%	5 930	23,8%	1 509 €
22-Côtes-d'Armor	9 532	6,7%	7 967	31,4%	1 643 €
23-Creuse	842	7,9%	698	45,0%	1 761 €
24-Dordogne	5 300	6,0%	4 155	32,4%	1 310 €
25-Doubs	687	6,0%	568	25,2%	1 588 €
26-Drôme	6 227	4,7%	4 590	23,0%	1 074 €
27-Eure	3 390	7,3%	2 852	35,0%	1 688 €
28-Eure-et-Loir	3 388	6,0%	2 895	26,2%	1 587 €
29-Finistère	11 237	6,2%	9 169	29,7%	1 424 €
30-Gard	8 009	5,0%	6 198	23,0%	1 206 €
31-Haute-Garonne	3 543	5,6%	3 041	22,1%	1 828 €
32-Gers	3 358	6,0%	2 696	30,3%	1 382 €
33-Gironde	34 051	5,8%	28 769	24,0%	1 602 €
34-Hérault	6 626	6,1%	5 297	30,8%	1 372 €
35-Ille-et-Vilaine	5 407	6,9%	4 467	34,8%	1 566 €
36-Indre	2 010	7,7%	1 684	40,6%	1 825 €
37-Indre-et-Loire	5 826	6,6%	4 764	33,3%	1 499 €
38-Isère	2 268	5,1%	1 738	24,9%	1 187 €
39-Jura	805	6,1%	636	30,3%	1 390 €
40-Landes	4 400	6,2%	3 628	29,6%	1 489 €
41-Loir-et-Cher	4 704	6,3%	3 814	32,3%	1 457 €
42-Loire	1 732	6,3%	1 360	33,5%	1 340 €
43-Haute-Loire	648	6,4%	511	32,7%	1 467 €
44-Loire-Atlantique	9 578	6,2%	7 788	31,7%	1 420 €
45-Loiret	4 416	6,3%	3 659	31,2%	1 522 €
46-Lot	1 495	6,4%	1 196	33,2%	1 412 €
47-Lot-et-Garonne	6 641	5,0%	4 812	28,3%	1 060 €
48-Lozère	262	7,0%	211	36,9%	1 623 €
49-Maine-et-Loire	17 989	5,8%	14 790	26,0%	1 473 €
50-Manche	4 831	7,6%	3 956	41,0%	1 623 €
51-Marne	16 471	4,6%	13 972	19,0%	1 327 €
52-Haute-Marne	1 066	7,5%	880	40,1%	1 642 €
53-Mayenne	2 472	7,3%	2 096	35,9%	1 719 €
54-Meurthe-et-Moselle	1 393	6,4%	1 117	32,2%	1 480 €
55-Meuse	1 225	6,8%	1 005	33,7%	1 593 €

56-Morbihan	4 622	6,8%	3 898	30,9%	1 621 €
57-Moselle	1 522	7,0%	1 243	34,5%	1 613 €
58-Nièvre	2 062	7,2%	1 744	34,0%	1 705 €
59-Nord	7 245	6,6%	5 914	31,7%	1 583 €
60-Oise	3 860	6,3%	3 271	27,4%	1 668 €
61-Orne	2 221	8,4%	1 865	46,5%	1 827 €
62-Pas-de-Calais	4 758	6,7%	3 693	38,0%	1 401 €
63-Puy-de-Dôme	1 928	5,9%	1 579	26,2%	1 538 €
64-Pyrénées-Atlantiques	2 998	6,1%	2 468	27,8%	1 545 €
65-Hautes-Pyrénées	645	6,5%	519	33,7%	1 486 €
66-Pyrénées-Orientales	4 986	5,6%	3 729	35,5%	1 134 €
67-Bas-Rhin	4 738	6,4%	3 837	32,0%	1 436 €
68-Haut-Rhin	4 812	5,9%	3 911	27,3%	1 436 €
69-Rhône	4 296	5,2%	3 268	26,1%	1 167 €
70-Haute-Saône	846	6,8%	688	34,1%	1 597 €
71-Saône-et-Loire	5 083	6,4%	4 105	33,6%	1 480 €
72-Sarthe	4 127	6,5%	3 329	35,0%	1 478 €
73-Savoie	1 275	5,2%	998	24,9%	1 233 €
74-Haute-Savoie	1 423	6,4%	1 150	32,6%	1 440 €
75-Paris	337	5,5%	298	19,9%	2 146 €
76-Seine-Maritime	5 019	7,8%	4 209	39,3%	1 762 €
77-Seine-et-Marne	4 029	6,1%	3 428	26,8%	1 593 €
78-Yvelines	2 477	5,8%	2 128	23,2%	1 684 €
79-Deux-Sèvres	4 585	6,6%	3 728	34,3%	1 488 €
80-Somme	5 297	6,9%	4 272	36,2%	1 512 €
81-Tarn	2 138	6,5%	1 719	33,4%	1 416 €
82-Tarn-et-Garonne	3 268	4,3%	2 106	26,5%	854 €
83-Var	7 516	5,8%	6 212	25,1%	1 503 €
84-Vaucluse	9 799	4,9%	7 334	25,1%	1 105 €
85-Vendée	5 655	6,8%	4 665	33,3%	1 564 €
86-Vienne	2 676	6,5%	2 119	35,3%	1 410 €
87-Haute-Vienne	1 617	7,2%	1 318	39,0%	1 572 €
88-Vosges	1 024	6,9%	826	35,4%	1 581 €
89-Yonne	4 777	6,6%	4 083	28,7%	1 685 €
90-Territoire de Belfort	78	7,5%	63	41,2%	1 689 €
91-Essonnes	1 983	5,4%	1 716	20,7%	1 706 €
92-Hauts-de-Seine	408	4,9%	366	16,9%	2 248 €
93-Seine-Saint-Denis	307	6,2%	265	24,6%	1 713 €
94-Val-de-Marne	700	6,7%	603	27,6%	1 771 €
95-Val-d'Oise	1 578	6,1%	1 338	25,6%	1 578 €
2A-Corse-du-sud	697	6,9%	576	32,4%	1 579 €
2B-Haute-Corse	1 590	7,2%	1 277	41,8%	1 462 €